

**AGENCE REGIONALE DES INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES
ARIS-OCCITANIE**

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 3 980 000 Euros

Siège social :
55 avenue Louis Breguet
31400 Toulouse

**Rapport de l'organisme tiers indépendant
sur l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux
Période allant du 29 octobre 2021 au 31 décembre 2022**

Réf : Rapport OTI – SAM_2023_4 – ARIS
Ce rapport contient 22 pages

**AGENCE REGIONALE DES INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES
ARIS-OCCITANIE**

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE AU CAPITAL DE 3 980 000 Euros

Siège social :
55 avenue Louis Breguet
31400 Toulouse

**Rapport de l'organisme tiers indépendant
sur l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux
Période allant du 29 octobre 2021 au 31 décembre 2022**

A l'assemblée générale,

En notre qualité d'organisme tiers indépendant (« tierce partie ») intervenant en application de l'article 5 de l'arrêté du Décret n° 2020-1 du 2 janvier 2020 relatif aux sociétés à mission, nous avons mené des travaux visant à formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée¹ sur les informations historiques liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que votre entité s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission telles que présentées dans le rapport du référent de mission et relatives à la période allant du 29 octobre 2021 au 31 décembre 2022, ci-joint.

Conclusion

Sur la base des procédures que nous avons mises en œuvre, telles que décrites dans la partie « Nature et étendue des travaux », et des éléments que nous avons collectés, nous n'avons pas relevé d'anomalie significative de nature à remettre en cause, pour chaque objectif social ou environnemental retenu en application du 2° de l'article L.210-10 du code de commerce et inscrits dans ses statuts, sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission et à la fin de la période couverte par notre vérification :

- le fait que l'entité ait atteint les objectifs opérationnels qu'elle a définis et sous-tendant les objectifs sociaux et environnementaux précités,

¹ Conformément au II de l'article A.225-3 du code de commerce, l'OTI exprime une conclusion d'assurance modérée dont le niveau est moindre que celui de l'assurance raisonnable nécessitant des travaux de vérification plus étendus.
SYGNATURES V3 v2023-06-09

- le fait que l’entité ait mis en œuvre les moyens adéquats au regard du plan d’actions défini par la direction, et que
- par conséquent, la société ARIS respecte chacun des objectifs inscrits dans ses statuts qu’elle s’est donnée pour mission de poursuivre, en cohérence avec sa raison d’être et son activité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux.

Commentaires

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous formulons les commentaires suivants :

- Les objectifs opérationnels ont vocation à devenir les futurs objectifs statutaires 2023. En effet, la société a constaté que les objectifs statutaires ne traduisent pas de façon suffisamment claire sa raison d’être en raison de leur caractère générique. Le Directoire réuni le 26 mai 2023 a pris acte de la modification des objectifs statutaires et cette modification des statuts sera soumise au vote de l’assemblée générale.
- Les travaux d’identification des indicateurs qualitatifs / quantitatifs et des trajectoires à suivre, devront se poursuivre dans le but d’illustrer la performance de l’ARIS sur les différents objectifs statutaires et opérationnels. Ces indicateurs devront être objectivés sur le court et/ou sur le moyen terme en tenant compte des perspectives d’activité d’investissement.

Préparation des informations liées à l’exécution des objectifs sociaux et environnementaux

L’absence de cadre de référence généralement accepté et communément utilisé ou de pratiques établies sur lesquels s’appuyer pour évaluer et mesurer les informations liées à l’exécution des objectifs sociaux et environnementaux permet d’utiliser des techniques de mesure différentes, mais acceptables, pouvant affecter la comparabilité entre les entités et dans le temps.

Par conséquent, les informations liées à l’exécution des objectifs sociaux et environnementaux doivent être lues et comprises en se référant aux procédures de l’entité, (ci-après le « Référentiel ») dont les éléments significatifs sont présentés dans le rapport du référent de mission.

Limites inhérentes à la préparation des informations liées à l’exécution des objectifs sociaux et environnementaux

Les informations peuvent être sujettes à une incertitude inhérente à l’état des connaissances scientifiques ou économiques et à la qualité des données externes utilisées. Certaines informations présentées sont sensibles aux choix méthodologiques, hypothèses et/ou estimations retenues pour leur établissement.

Responsabilité de l'entité

Il appartient à la direction :

- de désigner un référent de mission chargé d'établir annuellement un rapport en application des dispositions de l'article L. 210-10 du code de commerce ;
- de sélectionner ou d'établir des critères et procédures appropriés pour élaborer le Référentiel de l'entité ;
- de concevoir, mettre en œuvre et maintenir un contrôle interne sur les informations pertinentes pour la préparation du rapport du comité de mission ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement des informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs ;
- d'établir les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux conformément au Référentiel et mises à disposition du comité de mission.

Il appartient au référent de mission d'établir son rapport en s'appuyant sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux transmises par l'entité et en procédant à toute vérification qu'il juge opportune.

Ce rapport est joint au rapport de gestion du Directoire.

Responsabilité de l'organisme tiers indépendant

En application des dispositions de l'article R. 210-21 du code de commerce, il nous appartient, sur la base de nos travaux, de formuler un avis motivé exprimant une conclusion d'assurance modérée sur le respect par l'entité des objectifs sociaux et environnementaux qu'elle s'est fixés sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Comme il nous appartient de formuler une conclusion indépendante sur les informations liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous ne sommes pas autorisés à être impliqués dans la préparation desdites informations, car cela pourrait compromettre notre indépendance.

Dispositions réglementaires et doctrine professionnelle applicable

Nos travaux décrits ci-après ont été effectués conformément aux dispositions de l'article R. 210-21 du code de commerce et à la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention, notamment l'avis technique de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes, *Intervention du commissaire aux comptes – Intervention de l'OTI – Sociétés à mission*, complété des procédures propres de l'organisme tenant lieu de programme de vérification.

Indépendance et contrôle qualité

Notre indépendance est définie par les dispositions prévues à l'article L. 822-11 du code de commerce et le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Par ailleurs, nous avons mis en place un système de contrôle qualité qui comprend des politiques et des procédures documentées visant à assurer le respect des textes légaux et réglementaires applicables, des règles déontologiques et de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette intervention.

Moyens et ressources

Nos travaux ont mobilisé les compétences de 2 personnes et se sont déroulés entre janvier 2023 et mai 2023 sur une durée totale d'intervention de 1 semaine.

Nous avons fait appel, pour nous assister dans la réalisation de nos travaux, à nos spécialistes en matière de développement durable et de responsabilité sociétale. Nous avons notamment mené 4 entretiens avec les personnes responsables de la préparation des informations historiques liées à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux.

Nature et étendue des travaux

Nous avons planifié et effectué nos travaux en prenant en compte le risque d'anomalies significatives sur les informations relatives à l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux que l'entité se donne pour mission de poursuivre sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Nous estimons que les procédures que nous avons menées en exerçant notre jugement professionnel nous permettent de formuler une conclusion d'assurance modérée.

Nous avons pris connaissance des activités de l'entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission, de la formulation de sa raison d'être ainsi que ses enjeux sociaux et environnementaux.

Nos travaux ont porté sur :

- d’une part, la cohérence des objectifs sociaux et environnementaux retenus en application du 2° de l’article L. 210-10 et inscrits dans ses statuts, de la raison d’être de l’entité précisés dans ses statuts (ci-après « raison d’être ») et de son activité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux ;
- d’autre part, l’exécution de ces objectifs.

Concernant la cohérence, au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux, des objectifs, de la raison d’être et de l’activité de l’entité :

- Nous avons conduit des entretiens destinés à apprécier l’engagement de la direction et des membres de la gouvernance au regard des attentes des principales parties prenantes internes ou externes concernées par l’activité de l’entité.
- Nous avons apprécié les processus mis en place pour structurer et formaliser cette démarche en nous appuyant sur :
 - les informations disponibles dans l’entité (par exemple, procès-verbaux des réunions du conseil, échanges avec le comité social et économique, comptes rendus ou support des réunions avec des parties prenantes internes ou externes, analyses des risques) ;
 - la feuille de route de société à mission et le rapport du référent de mission ;
 - le cas échéant, ses publications (par exemple, plaquette commerciale, rapport de gestion, rapport intégré, Déclaration de performance extra-financière, sur le site internet).
- Nous avons ainsi apprécié, compte tenu de l’activité de l’entité au regard de ses enjeux sociaux et environnementaux, la cohérence entre :
 - les informations collectées ;
 - la raison d’être et
 - les objectifs sociaux et environnementaux formulés dans les statuts.

Concernant l’exécution des objectifs sociaux et environnementaux, nous avons vérifié l’existence d’objectifs opérationnels et d’indicateurs clés de suivi et de mesure de leur atteinte par l’entité à la fin de la période couverte par la vérification, nous avons apprécié si l’entité a mis en œuvre les moyens adéquats au regard du plan d’actions défini et si les objectifs opérationnels sont cohérents avec les valeurs attendues des trajectoires définies par l’entité sur le périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Pour ce faire, nous avons réalisé les diligences suivantes :

– Prise de connaissance :

- nous avons pris connaissance des documents établis par l'entité pour rendre compte de l'exercice de sa mission, notamment les dispositions précisant les objectifs opérationnels et les modalités de suivi qui y sont associées, ainsi que le rapport du référent de mission ;
- nous avons échangé avec le référent de mission sur son appréciation de l'exécution des objectifs sociaux et environnementaux et, le cas échéant, avec les parties prenantes pour les objectifs qui les concernent. Par ailleurs, nous avons revu l'analyse présentée dans le rapport du référent de mission, les résultats atteints à échéance des objectifs opérationnels en regard de leurs trajectoires définies, pour permettre d'apprécier le respect des objectifs sociaux et environnementaux ;

– Moyens mis en œuvre :

- par entretien avec l'organe de direction de l'entité, nous avons apprécié les moyens financiers et non financiers mis en œuvre pour le respect des objectifs sociaux et environnementaux ;
- nous avons apprécié, au regard de l'évolution des affaires sur la période, l'adéquation de ces moyens et de ceux visant spécifiquement au respect des objectifs opérationnels par rapport à leurs trajectoires ;

– Sincérité des indicateurs de performance

- nous avons vérifié la présence dans le rapport du référent de mission d'indicateurs de performance cohérents avec les objectifs opérationnels et aptes à démontrer le positionnement des objectifs opérationnels sur leurs trajectoires définies ;
- nous avons apprécié la sincérité de l'ensemble de ces indicateurs et, notamment nous avons :
 - apprécié le caractère approprié du Référentiel de l'entité au regard de sa pertinence, son exhaustivité, sa fiabilité, sa neutralité et son caractère compréhensible ;
 - vérifié que les indicateurs couvrent l'ensemble du périmètre concerné par la qualité de société à mission ;
 - pris connaissance des procédures de contrôle interne mises en place par l'entité et apprécié le processus de collecte visant à la sincérité de ces indicateurs ;
 - mis en œuvre des contrôles et des procédures analytiques consistant à vérifier la correcte consolidation des données collectées ainsi que la cohérence de leurs évolutions ;

- mis en œuvre des tests de détail sur la base de sondages ou d'autres méthodes de sélection, consistant à vérifier la correcte application des définitions et procédures et à rapprocher les données des pièces justificatives. Ces travaux ont été menés s'il y a lieu par des vérifications sur site et au siège de l'entité et couvrent entre 20 et 100% des données utilisées pour le calcul des indicateurs ;
- apprécié la cohérence d'ensemble du ou des rapports du référent de mission au regard de notre connaissance de l'entité et du périmètre concerné par la qualité de société à mission.

Les procédures mises en œuvre dans le cadre d'une mission d'assurance modérée sont moins étendues que celles requises pour une mission d'assurance raisonnable effectuée selon la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes ; une assurance de niveau supérieur aurait nécessité des travaux de vérification plus étendus.

Toulouse, le 14 juin 2023

SYGNATURES SAS

Laure MULIN

ARIS

Rapport de mission

2022

AGENCE REGIONALE DES INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES

ARIS-OCCITANIE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 3 980 000 €

SIEGE SOCIAL : 55, AVENUE LOUIS BREGUET

31400 TOULOUSE

901 805 630 RCS TOULOUSE

Table des matières

Présentation de l'ARIS	2
Histoire et implantation territoriale	2
Activité	3
Partenaires	4
Gouvernance et équipe	4
Mission de l'ARIS	4
Raison d'être	4
Objectifs statutaires	5
Modèle de mission	5
Commentaires sur le modèle de mission	6
Etat des lieux à date : méthodologie, résultats, axes d'amélioration	8
Référent de mission	11
Choix du référent de mission	12
Rôle du référent de mission	12
Avis du référent de mission sur l'exécution de la mission	12
Avis général	12

Présentation de l'ARIS

Histoire et implantation territoriale

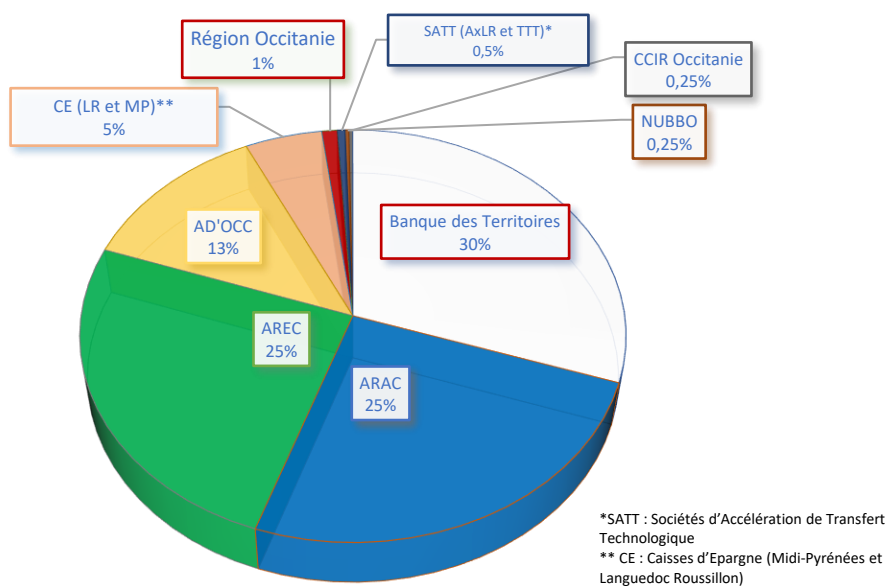
L'Agence Régionale des Investissements Stratégiques (ARIS) est une Société par Actions Simplifiée (SAS) créée en mars 2021 pour répondre à l'enjeu de souveraineté mis en exergue par la crise sanitaire.

L'ARIS investit dans des entreprises à impact territorial positif basées en Occitanie ou souhaitant s'y installer pour conforter l'avenir de nos filières traditionnelles stratégiques et faire émerger des secteurs porteurs.

Elle a pour cadre de référence la Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transformation Ecologique (SRESTE).

Son actionnariat public-privé est intégré dans l'écosystème institutionnel occitan. Il est principalement composé fin 2022 de la Région Occitanie, de la Banque des Territoires, de l'ARAC (Agence Régionale Aménagement Construction), de l'AREC (Agence Régionale Energie Climat), d'AD'OCC (Agence de Développement économique d'Occitanie), des Caisses d'Epargne Midi-Pyrénées et Languedoc-Roussillon.

Répartition du capital fin 2022 :



Le siège social de l'ARIS est situé à Toulouse, ses bureaux sont implantés à Toulouse et à Montpellier.

Activité

Thèse d'investissement :

L'ARIS est un outil d'investissement en fonds propres (capital) et quasi-fonds propres (obligations convertibles) dans des entreprises en croissance à impact territorial positif basées en Occitanie ou souhaitant s'y installer, dans les secteurs de la transition écologique, de la transition numérique, de la mobilité, de la santé et de l'agroalimentaire.

L'ARIS intervient principalement sur le segment du capital-risque en co-investissement avec des tickets compris entre 300 K€ et 1,2 M€, sur une durée d'investissement d'environ 5 ans, dans une perspective de rotation des fonds au bénéfice des entreprises du territoire.

L'ARIS accompagne de manière bienveillante et active le développement et le rayonnement de ses participations.

Participations de l'ARIS au 31/12/2022 :

Au 31/12/2022, l'ARIS a financé 12 sociétés à hauteur de 14,2 M€ :

1. Genvia (Béziers) : fabrication d'électrolyseurs à haut rendement pour la production d'hydrogène vert ;
2. Fast4 (Montpellier) : création de cas cliniques interactifs pour la mise en place d'études de pratiques médicales ;
3. ST Composites (Labège) : production de pièces et sous-ensembles composites de haute performance pour l'aéronautique ;
4. Aura Aero (Cugnaux) : fabrication d'avions décarbonés ;
5. Windelo (Canet en Roussillon) : fabrication de catamarans éco-responsables ;
6. Eco Tech Ceram (Balma) : fabrication de systèmes de récupération, de stockage et de valorisation de la chaleur fatale, grâce à une technologie céramique ;
7. Pylote (Dremil-Lafage) : développement et intégration d'une technologie minérale antimicrobienne ;
8. Montpellier Life Science (Montpellier) : accélérateur d'entreprises de biotechnologie ;
9. LTU (Toulouse) : développement d'algorithmes de reconnaissance visuelle notamment pour prévenir les risques climatiques ;
10. Water Horizon (Cugnaux) : fabrication de batteries innovantes de récupération, de stockage et de valorisation de la chaleur fatale sous forme d'énergie renouvelable ;
11. Naïo Technologies (Escalquens) : fabrication de robots électriques agricoles ;
12. Mayran Industries (Mayran) : fabrication de composteurs électromécaniques pour le compostage de biodéchets.

Partenaires

Les partenaires de l'ARIS sont de deux types : les actionnaires qui sont parties prenantes dans le processus de décision d'une part, les co-financeurs (fonds d'investissements, banques) qui participent aux opérations d'autre part. A noter que des conseils peuvent être mandatés pour réaliser des audits techniques et participer à la structuration juridique des opérations.

Gouvernance et équipe

L'ARIS est une SAS à Directoire et Conseil de Surveillance.

Les choix d'investissements sont encadrés par un processus de décision robuste à travers :

- Un Comité d'Eligibilité qui vise à pré-qualifier les dossiers (vérification de la conformité avec la thèse d'investissement de l'ARIS, évaluation de leur pertinence selon des critères financiers et extra-financiers) ;
- Un Comité Technique d'Engagement qui formule un avis sur les modalités d'intervention de l'ARIS après instruction détaillée (financière, juridique) ;
- Un Directoire qui vote l'engagement des dossiers.

En 2022, quatre personnes (3 ETP) étaient détachées au sein de l'ARIS : une directrice (à mi-temps), un directeur adjoint (à mi-temps), un analyste financier et une cheffe de projet.

Une nouvelle équipe de 3 ETP arrivée en février 2023 dédiée à temps plein à l'ARIS constituée d'un directeur, d'un responsable des investissements et d'un analyste financier. Une passation a été organisée sur l'ensemble des sujets.

Mission de l'ARIS

L'ARIS est un outil au service de la résilience en Occitanie répondant à trois objectifs :

1. Relocaliser en Occitanie industries, services et savoir-faire ;
2. Favoriser la souveraineté régionale ;
3. Accélérer le développement de l'économie de demain.

Raison d'être

L'ARIS s'est dotée de la raison d'être suivante figurant dans ses statuts dès sa création :

Financer la relocalisation ou la localisation de produits et services en Occitanie, concourant à la souveraineté, la résilience économique de la Région Occitanie et à l'émergence de l'économie de

demain dans les domaines de la santé, du numérique, de la mobilité intelligente, de la transition écologique et de l'alimentaire.

Par ailleurs la société :

- Veille à prendre en compte dans ses investissements et dans le suivi de ses participations, des critères environnementaux, sociaux, sociétaux et de bonne gouvernance d'entreprise ;
- S'inscrit dans une démarche de progrès afin d'exercer ses activités dans des conditions conciliant intérêt économique et responsabilité sociétale de l'entreprise.

Objectifs statutaires

Pour ce faire, elle se donne pour mission de poursuivre, dans le cadre de son activité, les objectifs répondant à des critères :

- **Environnementaux** (notamment impact environnemental de leur activité, réduction des consommations d'énergie, des ressources naturelles et des émissions de gaz à effet de serre) ;
- **Sociaux et sociétaux** (notamment ancrage territorial, qualité de vie au travail, diversité, lutte contre la discrimination) ;
- Et de **Gouvernance** (concertation avec les parties prenantes, transparence des dirigeants, prévention de la corruption et de l'optimisation fiscale agressive).

Modèle de mission

Les objectifs statutaires définis à l'origine sont considérés comme pouvant être précisés.

Dans un premier temps, ces objectifs statutaires ont été déclinés en objectifs opérationnels comme présentés dans le modèle de mission ci-dessous :

Raison d'être

Financer la relocalisation ou la localisation de produits et services en Occitanie, concourant à la souveraineté, la résilience économique de la Région Occitanie et à l'émergence de l'économie de demain dans les domaines de la santé, du numérique, de la mobilité intelligente, de la transition écologique et de l'alimentaire

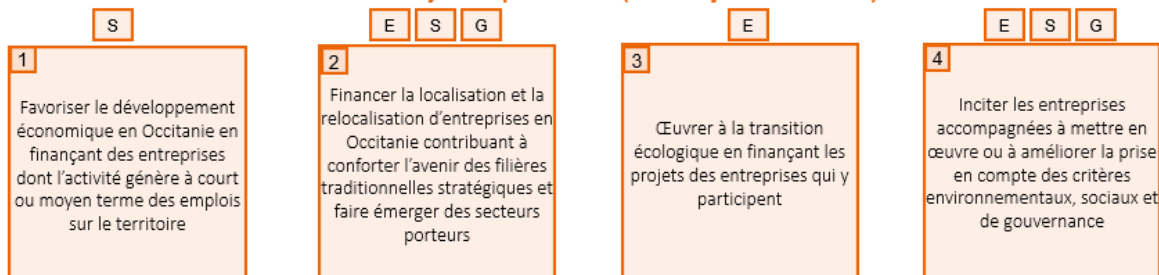
Objectifs statutaires originels

Critères environnementaux (E)

Critères sociaux et sociétaux (S)

Critères de bonne gouvernance (G)

Objectifs opérationnels (futurs objectifs statutaires)



Critère de réalisation des objectifs

Création d'emplois sur le territoire occitan

Intervention dans des secteurs stratégiques en cohérence avec la stratégie régionale

Portefeuille constitué de participations concourant à la transition écologique

Intervention dans des entreprises intégrant ou voulant intégrer les critères ESG à leur activité

Dans un second temps, les objectifs opérationnels ont vocation à devenir les futurs objectifs statutaires 2023, sous réserve du vote du Directoire puis de l'Assemblée Générale.

La thèse d'investissement de l'ARIS a été élaborée pour répondre aux critères de réalisation des objectifs présentés ci-dessus. En effet, l'ARIS intervient dans des entreprises en croissance :

- Créant des emplois sur le territoire ;
- Dans des secteurs stratégiques en cohérence avec la stratégie régionale ;
- Œuvrant à la transition écologique ;
- Intégrant ou voulant intégrer les critères ESG à leur activité.

Ces critères extra-financiers sont aussi déterminants dans la prise de décision d'investir que la rentabilité du projet.

Commentaires sur le modèle de mission

Objectif opérationnel 1 :

Favoriser le développement économique en région Occitanie en investissant dans des entreprises dont l'activité génère à court ou moyen terme des emplois sur le territoire.

Les critères sociaux et sociétaux relatifs aux objectifs statutaires originels sont traduits notamment dans l'objectif opérationnel 1.

Cet objectif est considéré comme étant réalisé dès lors que les investissements de l'ARIS permettent de créer des emplois sur le territoire occitan.

Ainsi, en lien avec cet objectif opérationnel 1, sont définis en 2022 les indicateurs suivants :

1. Nombre d'établissements immatriculés en Occitanie ;
2. Nombre d'ETP créés en Occitanie au 31/12/2022 ;
3. Perspectives de recrutements au cours des 5 prochaines années (de 2023 à 2027).

AGENCE REGIONALE DES INVESTISSEMENTS STRATEGIQUES

ARIS-OCCITANIE

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

AU CAPITAL DE 3 980 000 €

SIEGE SOCIAL : 55, AVENUE LOUIS BREGUET

31400 TOULOUSE

901 805 630 RCS TOULOUSE

Objectif opérationnel 2 :

Financer la localisation et la relocalisation d'entreprises en Occitanie contribuant à conforter l'avenir des filières traditionnelles stratégiques et faire émerger des secteurs porteurs.

Les critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de bonne gouvernance relatifs aux objectifs statutaires originels sont traduits notamment dans l'objectif opérationnel 2.

Cet objectif est considéré comme étant réalisé dès lors que l'ARIS intervient dans des secteurs stratégiques en cohérence avec la Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transition Écologique (SRESTE).

Ainsi, en lien avec cet objectif opérationnel 2, sont définis en 2022 les indicateurs suivants :

4. Répartition des investissements par secteur d'intervention stratégique (selon les montants investis) ;
5. Part des dossiers concourant à la relocalisation de l'industrie, des services et du savoir-faire ;
6. Effet de levier (rapport entre le montant total de l'opération dilutif et non dilutif et l'investissement de l'ARIS). L'ARIS en tant que co-investisseur facilite la constitution du tour de table en fonds propres, préalable à l'obtention de subventions et de crédits bancaires permettant de finaliser la structuration financière globale de l'opération ;
7. Nombre de brevets déposés au 31/12/2022.

Objectif opérationnel 3 :

Œuvrer à la transition écologique en finançant les projets des entreprises qui y participent.

Les critères environnementaux relatifs aux objectifs statutaires originels sont traduits notamment dans l'objectif opérationnel 3.

Cet objectif est considéré comme étant réalisé dès lors que le portefeuille de l'ARIS est constitué de participations concourant à la transition écologique. Il peut s'agir d'entreprises du secteur de la transition écologique ou d'entreprises d'autres secteurs d'intervention améliorant l'empreinte écologique.

Ainsi, en lien avec cet objectif opérationnel 3, est suivi en 2022 l'indicateur suivant :

8. Part des investissements contribuant à la transition écologique (selon les montants investis).

A noter que, pour les exercices à venir, de nouveaux indicateurs en lien avec cet objectif 3 pourraient être définis (cf infra section « axes d'amélioration ») afin de mesurer l'impact environnemental.

Objectif opérationnel 4 :

Inciter les entreprises accompagnées à mettre en œuvre ou à améliorer la prise en compte des critères environnementaux, sociaux et de gouvernance.

Les critères environnementaux, sociaux et sociétaux et de bonne gouvernance relatifs aux objectifs statutaires originels sont traduits notamment dans l'objectif opérationnel 4.

Cet objectif est considéré comme étant réalisé dès lors que l'ARIS intervient dans des entreprises intégrant ou voulant intégrer les critères Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance (ESG) à leur activité.

Ainsi, en lien avec cet objectif opérationnel 4, est défini en 2022 l'indicateur suivant :

9. Nombre de participations ayant mis en place une politique RSE (Responsabilité Sociétale des Entreprises).

A noter que, pour les exercices à venir, de nouveaux indicateurs en lien avec cet objectif 4 pourraient être définis (cf infra section « axes d'amélioration »).

Etat des lieux à date : méthodologie, résultats, axes d'amélioration

Méthodologie :

Les 10 indicateurs définis ci-dessus permettent de mesurer la pertinence des investissements réalisés par l'ARIS au regard de ses objectifs statutaires et de sa raison d'être.

Les indicateurs 4, 5, 6, 8 ont pu être renseignés sans le concours de nos participations.

Les indicateurs 1, 2, 3, 7, 9 ont nécessité la sollicitation de nos participations.

Pour ce faire, un fichier standard comprenant des mentions explicatives a été élaboré afin de faciliter la collecte d'informations.

Les 12 dirigeants sollicités ont retourné le fichier complété accompagné d'une attestation témoignant du caractère sincère des données déclarées.

Résultats :

Objectif 1 : favoriser le développement économique et la création d'emplois en Occitanie



171 créations d'emplois
en 2022



12 établissements (dont 12 sièges sociaux)
implantés en Occitanie

La création d'emplois sur le territoire occitan est l'un des principaux critères d'éligibilité nécessaire à l'instruction des dossiers par les membres de l'équipe ARIS. Ces derniers se réfèrent aux données prévisionnelles relatives à la gestion du personnel fournies par les entreprises.

Au moment de l'investissement, une **clause de territorialité** figurant sur le pacte d'actionnaires permet également de réduire le risque lié à un départ futur de l'activité et des emplois créés hors Occitanie.

Au **31/12/2022**, les 12 entreprises accompagnées par l'ARIS ont créé **171 emplois** en Occitanie et leurs sièges sociaux sont tous implantés sur le territoire.

Le développement de l'activité de ces 12 entreprises devrait permettre de créer **1 445 emplois** en Occitanie au cours des 5 prochaines années (**de 2023 à 2027**).

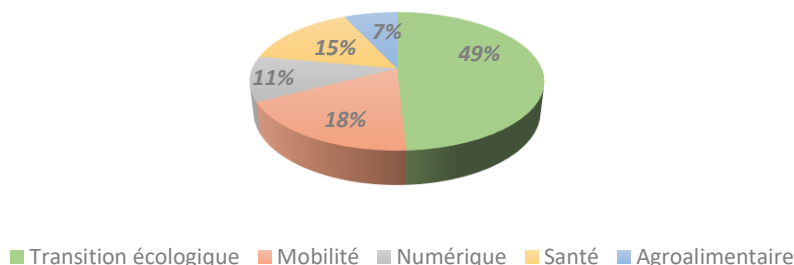
Les futures prises de participations de l'ARIS dès 2023 (objectif d'investissement annuel d'environ 8 M€) vont mécaniquement augmenter ces perspectives de recrutement sur le territoire occitan de manière significative.

Objectif 2 : localiser/relocaliser des filières traditionnelles stratégiques et des filières d'avenir

L'ARIS investit dans des entreprises à impact territorial positif basées en Occitanie ou souhaitant s'y installer pour conforter l'avenir de ses filières traditionnelles stratégiques et faire émerger des secteurs porteurs.

Ses secteurs d'intervention sont la transition écologique, la transition numérique, la mobilité, la santé et l'agroalimentaire, conformément à la Stratégie Régionale pour l'Emploi, la Souveraineté et la Transition Écologique (SRESTE).

Secteurs d'intervention 2022
(selon les montants investis)



Aucun investissement n'a été réalisé hors secteur d'intervention stratégique.

Avec 49% des montants investis, le secteur de la transition écologique est le secteur le plus représenté au sein du portefeuille de l'ARIS au 31/12/2022. Autant que faire se peut, il s'agira de tendre vers une pondération équilibrée des secteurs d'intervention. Toutefois, cette tendance ne pourra s'apprécier qu'après plusieurs exercices.

17% des dossiers sélectionnés ont été consacrés à la **relocalisation** d'industries, de services et de savoir-faire dans les secteurs de la transition écologique et de la santé, afin de participer à l'indépendance stratégique régionale.



Effet de
levier **X 11**

L'ARIS est un outil contribuant activement depuis sa création au **développement économique** de la Région Occitanie, en respectant le principe d'une croissance durable et responsable.

En effet, à travers des co-investissements avec des fonds régionaux ou des fonds nationaux thématiques facilitant l'obtention de crédits bancaires, l'ARIS a généré un **effet de levier** permettant aux entreprises de démultiplier leurs ressources financières nécessaires à la mise en œuvre de leurs

projets de croissance. Ainsi, pour **1 € investi** par l'ARIS, une participation a pu en moyenne **lever 11 €**, fonds dilutifs et non dilutifs inclus.



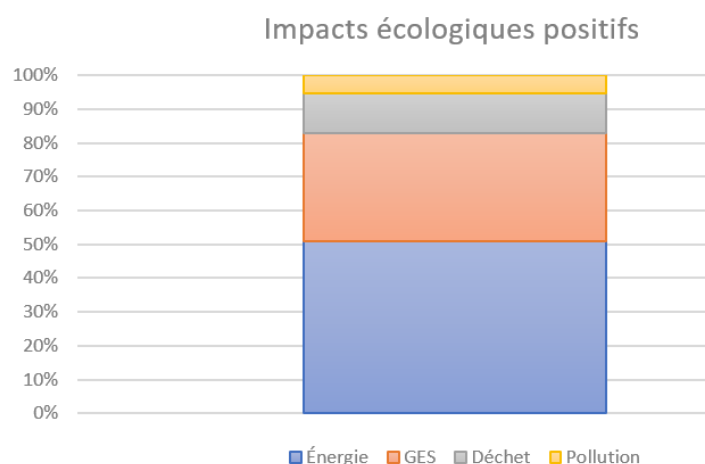
41 brevets déposés

Enfin, l'Occitanie est résolument un territoire d'innovation, qu'elle soit technologique ou d'usage. Cela se traduit par le caractère innovant des projets accompagnés, au service de la transition écologique et du développement de l'économie de demain. En attestent, au 31/12/2022, les **41 brevets** déposés par les participations de l'ARIS, leur conférant une exclusivité d'exploiter leurs inventions tout en créant des barrières à l'entrée.

Objectif 3 : œuvrer à la transition écologique

La transition écologique, au même titre que la transformation de l'économie et la souveraineté, sont les prismes à travers lesquels l'activité de capital-investissement de l'ARIS est abordée.

Au 31/12/2022, **79%** des montants investis ont contribué de manière directe et indirecte à la **transition écologique**. Parmi les contributions indirectes nous pouvons noter les nouvelles mobilités visant à décarboner l'aviation ainsi que les machines agricoles.



Plus de la moitié de nos investissements consacrés à la transition écologique porte sur la production de **nouvelles énergies** sobres en carbone (à partir du vecteur hydrogène ou encore de la valorisation de la chaleur fatale générée par les procédés industriels).

Le reste des investissements dédiés à la transition écologique participent à la **diminution des émissions de gaz à effet de serre**, à la **réduction de la pollution** ou encore à **l'optimisation du traitement des déchets**.

Objectif 4 : intégrer les critères ESG à l'activité des entreprises accompagnées

La thèse d'investissement de l'ARIS vise à faire converger intérêt économique et Responsabilité Sociétale des Entreprises.

75% des participations ont déclaré avoir mis en place une **politique RSE** et le reste des participations souhaitent pouvoir intégrer les critères ESG à leur activité.

La maturité sur ce sujet diffère d'une entreprise à l'autre mais à partir des informations recueillies nous pouvons lister les tendances suivantes :

- Préoccupation de l'impact environnemental de l'activité notamment à travers l'analyse du cycle de vie, le choix de matériaux éco-responsables, l'optimisation du traitement des déchets ;
- Mise en œuvre du plan de mobilité entreprise ;
- Sensibilisation à la question du bien être des salariés au travail (télétravail, droit à la déconnexion, ergonomie des postes de travail) ;
- Mises en place d'un mécanisme de répartition de la valeur (ouverture du capital, intéressement, participation).

Axes d'amélioration identifiés :

Des axes d'amélioration ont été identifiés pour les exercices à venir portant sur l'enrichissement, dans la mesure du possible, des indicateurs de suivi liés aux objectifs 3 et 4 (respectivement « œuvrer à la transition énergétique » et « intégrer les critères ESG à l'activité des entreprises accompagnées »).

Les nouveaux indicateurs potentiels envisagés sont les suivants :

Indicateurs en lien avec l'objectif 3 « œuvrer à la transition écologique » :

- Emissions de gaz à effet de serre évitées (en tonnes eq.CO2 par an) ;
- Production d'énergie renouvelable (en kWh/an) ;
- Economie d'énergie (kWhEF énergie finale) ;
- Emissions de polluants de l'air évitées (en tonnes de polluants locaux et atmosphériques par an) ;
- Capacité de tri-recyclage-valorisation des déchets (en tonnes de matériaux et de déchets triés, recyclés et revalorisés par an) ;

Indicateurs en lien avec l'objectif 4 « intégrer les critères ESG à l'activité des entreprises accompagnées » :

- Nombre de fournisseurs locaux ;
- Mises en place d'un mécanisme de répartition de la valeur (ouverture du capital, intéressement, participation) ;
- Publication des comptes (pour les entreprises non soumises à l'obligation de publication).

Des études plus approfondies sont à venir sur la capacité de mise en œuvre et le calendrier souhaité au vu de la complexité de calcul de certains de ces indicateurs.

Par ailleurs des réflexions sont en cours sur la possibilité d'ajouter une clause sur les aspects ESG dans la documentation contractuelle au moment de l'investissement. Celle-ci pourrait comprendre les points suivants :

- Collecte d'informations/indicateurs clés ;
- Echanges réguliers sur les aspects ESG a minima une fois par an en comité stratégique ;

- Meilleurs efforts pour déployer un Plan d'Action Environnemental et Social (ESAP) pour améliorer la performance de développement durable du projet de l'entreprise si des améliorations sont identifiées.

Référent de mission

Choix du référent de mission

L'entreprise comptant moins de 50 salariés, un référent de mission a été nommé, se substituant ainsi au comité de mission.

Cette position était occupée sur l'exercice 2022 par le directeur adjoint, nommé référent de mission lors du Directoire du 16/06/2022.

A noter qu'un point sur les enjeux de la société à mission a été porté à la connaissance du Conseil de Surveillance du 05/07/2022.

Les réflexions sur la précision des objectifs statutaires ont été partagées lors du Directoire du 01/02/2023.

Enfin, suite à l'arrivée de la nouvelle équipe en février 2023, la nomination de l'analyste financier de l'ARIS a été soumise au vote du Directoire du 26/05/2023.

Ni la Directrice en 2022 ni le Directeur en 2023 n'ont été désignés afin de préserver, autant que faire se peut, l'indépendance du référent de mission qui ne saurait être mandataire social.

A noter que l'ARIS a mandaté un cabinet pour l'accompagner sur les aspects réglementaires de la société à mission et la précision des objectifs statutaires.

Rôle du référent de mission

Le référent de mission est chargé de suivre l'exécution de la mission de l'ARIS et d'établir un rapport de vérification objective et transparente de son respect.

Avis du référent de mission sur l'exécution de la mission

Avis général

Le premier exercice de l'ARIS fut dense puisqu'il s'est agi notamment de créer nativement une société à mission tout en structurant l'activité de capital-investissement (mise en œuvre des organes de gouvernance, développement de la notoriété de l'outil, réalisation de 12 investissements, accompagnement des participations).

Des axes d'amélioration ont pu être identifiés pour les exercices à venir portant sur l'enrichissement des indicateurs permettant de mesurer la pertinence des investissements réalisés par l'ARIS au regard de ses objectifs statutaires et sur la possibilité d'ajout d'une clause sur les aspects ESG dans la documentation contractuelle.

Toutefois, dès l'exercice 2022, une démarche de précision des objectifs statutaires originaux a été menée, une méthodologie permettant d'apprécier la bonne exécution de la mission a été établie, 10 indicateurs ont été définis et mesurés, un fichier standard comprenant des mentions explicatives a été élaboré afin de faciliter la collecte d'informations auprès des participations et des échanges pédagogiques ont pu être conduits avec ces dernières.

Inscrire une mission dans les statuts de l'ARIS a été suivi d'un engagement fort de la part de ses dirigeants et actionnaires qui ont su déployer les moyens nécessaires (financiers, humains) pour poursuivre cette mission.

Enfin, les 4 objectifs (favoriser le développement économique et la création d'emplois en Occitanie, localiser/relocaliser de filières traditionnelles stratégique et des filières d'avenir, œuvrer à la transition écologique et intégrer les critères ESG à l'activité des entreprises accompagnées) sont réalisés au 31/12/2022 au regard des résultats détaillés dans le rapport.

Par ailleurs, en prenant part à la gouvernance des sociétés dans lesquelles elle investit, l'ARIS est en mesure de suivre régulièrement ces indicateurs et de proposer des actions correctives le cas échéant.

L'ARIS a démontré que sa thèse d'investissement, à la différence de beaucoup d'autres fonds plus « classiques » réconcilie véritablement intérêt économique et impact territorial positif.

La bonne application de sa thèse d'investissement démontre la mise en œuvre des moyens nécessaires à l'atteinte de ses objectifs.

Dans ce contexte, je considère que l'ARIS a respecté sa mission inscrite dans ses statuts au titre de l'exercice 2022.